



SciencesPo.

CERI
CNRS

LA CRIMÉE OU LA DIFFICILE ACCEPTATION PAR LA RUSSIE

DES FRONTIÈRES HÉRITÉES DE L'EX-URSS

Emmanuelle Armandon

Au lendemain de l'effondrement de l'URSS, la péninsule de Crimée a souvent été décrite comme une zone à haut risque. Crise sécessionniste entre Kiev et Simféropol, tensions interethniques liées au retour dans la région des peuples anciennement déportés par Staline (notamment les Tatars de Crimée), rivalités russo-ukrainiennes résultant de l'irréductibilité russe et du litige sur le sort de la flotte soviétique de la mer Noire, nombreux étaient alors les éléments qui faisaient craindre le pire. Celui-ci ne s'est finalement pas produit : des compromis ont été trouvés, les tensions se sont progressivement apaisées et, contrairement à d'autres régions de l'espace post-soviétique, la péninsule est restée à l'abri des violences. Toutes les pommes de discorde n'ont pas pour autant disparu et la Crimée fait régulièrement l'objet de conjectures pessimistes comme on l'a vu au moment du conflit russo-géorgien de l'été 2008.

Le regain de tensions que l'intervention militaire de Moscou en Géorgie a provoqué dans les relations ukraino-russes a amené de nombreux observateurs de la scène internationale à comparer la situation des deux républiques sécessionnistes géorgiennes à celle de la Crimée. Soupçonnant la Russie d'avoir la péninsule pour prochaine cible, beaucoup ont exprimé leurs craintes que les événements du mois d'août 2008 se reproduisent dans cette

région¹. Celles-ci étaient étayées par le danger que les ambitions sécessionnistes de la Crimée et la présence militaire russe à Sébastopol faisaient peser sur la stabilité de l'Ukraine. Les analyses de la presse internationale laissaient penser que les tensions autour de la Crimée et de la flotte russe de la mer Noire avaient conservé la même intensité depuis la chute de l'URSS. La situation a cependant beaucoup changé depuis cette époque. Contrairement à ce qui prévaut en Ossétie du Sud et en Abkhazie, la tentation de la sécession s'est dissipée en Crimée tant au sein de la population qu'au niveau des responsables politiques et ce, depuis la fin des années 1990. Si l'irrédentisme russe n'a pas entièrement disparu, la politique de la Russie à l'égard de la Crimée a, elle aussi, évolué. La présence de la flotte russe à Sébastopol continue certes à provoquer des tensions entre Kiev et Moscou comme on a pu le constater lors du conflit russo-géorgien, mais celui-ci n'a pas entraîné la rupture du dialogue entre les deux Etats et a par ailleurs fait apparaître de nouvelles perspectives quant aux modalités de stationnement de la flotte russe en Crimée et à son éventuel retrait en 2017.

Peuplée majoritairement de Russes ethniques et rattachée à l'Ukraine seulement depuis 1954, à une époque où les frontières qui séparaient les républiques soviétiques étaient de simples limites administratives nullement destinées à devenir des frontières internationales, la Crimée a été profondément affectée par l'effondrement de l'URSS. Craignant pour son sort au sein d'une Ukraine indépendante et refusant de voir son avenir se dissocier de celui de la Russie, la population de la péninsule a adhéré au projet sécessionniste de certains de ses dirigeants et soutenu leur volonté de voir la région retourner sous juridiction russe. En Russie aussi, la perte de la Crimée, territoire considéré par beaucoup comme historiquement russe, a été difficilement acceptée par la population et l'ensemble de la classe politique. Pour apaiser les tensions, les autorités ukrainiennes ont alors octroyé un statut d'autonomie à la péninsule. Mais cette décision n'a pas eu les effets escomptés : encouragés par la remise en

¹ Cf. A. Krushelnycky, « Fears that Crimea could be next flashpoint with Russia » in *RFE/RL Belarus, Ukraine, Moldova Report*, 25 août 2008 ; B. Poignant, « Prélude à une deuxième guerre de Crimée ? », *Le Monde*, 10 septembre 2008. De nombreux articles de la presse américaine et britannique allant dans le même sens ont été reproduits dans la Newsletter *Action Ukraine Report* des 16 et 19 août 2008 (disponible sur Internet : <http://action-ukraine-report.blogspot.com>).

cause, en 1992 et 1993, de l'appartenance de la Crimée et de Sébastopol à l'Ukraine par le Parlement russe, les sentiments sécessionnistes se sont accentués. Ils ont atteint leur paroxysme en 1994 lorsque Iouri Mechkov, principal leader des forces politiques pro-russes appelant au rattachement de la péninsule à la Russie, a été élu président de Crimée avec le soutien massif de l'électorat régional. Sa popularité n'a cependant pas tardé à chuter, en raison notamment de sa prétention à détenir les pleins pouvoirs dans la péninsule, des confrontations politiques internes qui en ont résulté et de son incapacité à redresser la situation économique. C'est pourquoi la décision prise en 1995 par les autorités ukrainiennes d'abolir la présidence de Crimée n'a pas provoqué de réaction radicale au sein de la population. Davantage préoccupées par le début de la guerre en Tchétchénie, les autorités russes n'ont pas fermement dénoncé la décision de Kiev et ont progressivement abandonné leur politique de soutien au mouvement sécessionniste régional. L'éviction de Iouri Mechkov peut être considérée comme la fin de la période sécessionniste en Crimée.

Dans les années qui ont suivi, les dirigeants régionaux se sont attelés à la rédaction d'une Constitution conforme aux attentes de l'Ukraine qui a été finalement approuvée par le Parlement du pays en 1998. Depuis lors, les responsables politiques et la population de Crimée semblent s'être accommodés du statut de république autonome dont bénéficie la péninsule. Si l'on en croit les résultats d'enquêtes sociologiques menées régulièrement dans la région depuis le début des années 2000 par le Centre ukrainien d'études politiques et économiques Olexandr Razoumkov dont la fiabilité est reconnue, la majeure partie des habitants ne manifeste plus de sentiments sécessionnistes². Quant aux dirigeants régionaux, ils ne semblent plus considérer l'option sécessionniste comme envisageable. En atteste leur prise de position modérée lors de la « révolution orange » de 2004 ou encore de la proclamation de l'indépendance du Kosovo en 2008, événements qui auraient pourtant pu contribuer à un regain des velléités sécessionnistes régionales³. Il faut aussi souligner que les propos irrédentistes de certaines personnalités politiques russes comme, par exemple,

² Cf. Ukrainian Centre for Economic and Political Studies named after Olexander Razumkov (UCEPS), *National Security and Defence*, n°10 (58), 2004 ; n°9 (93), 2007.

³ Cf. *Der'*, 2 décembre 2004 ; *Diplomatie*, n°25, mars-avril 2007 ; *Krymskie Izvestiâ*, 19 février 2008.

louri Loujkov, le maire de Moscou, ont été, ces dernières années, condamnés par les dirigeants de Crimée⁴. Ces déclarations n'ont, en outre, jamais été officiellement approuvées par les autorités russes, la Russie semblant désormais privilégier la voie de la coopération économique et culturelle pour préserver des liens étroits avec la péninsule⁵. Par conséquent, lorsque le conflit russo-géorgien a éclaté, la crainte de voir les ambitions sécessionnistes de la Crimée engendrer une déstabilisation de l'Ukraine était quelque peu excessive. Le parlement de la péninsule a certes lancé un appel aux autorités ukrainiennes pour que ces dernières reconnaissent l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Mais, dans le même temps, les responsables politiques de Crimée rejetaient à plusieurs reprises tout parallèle entre la péninsule et les deux républiques sécessionnistes du Caucase⁶. Selon les résultats d'une enquête réalisée à l'automne 2008 par le Centre Razoumkov, seule une faible minorité de la population s'est dite prête à se lancer dans des actions concrètes pour que la Crimée se sépare de l'Ukraine⁷. Quant aux autorités russes, elles ont réaffirmé par la voix de Vladimir Poutine que « la Crimée ne faisait l'objet d'aucune querelle » ni quelconque « visée » de la part de la Russie⁸. L'évolution politique interne de la péninsule et de l'attitude russe depuis la fin des années 1990 invitent donc à relativiser les velléités sécessionnistes régionales et les intentions de Moscou. Au-delà des apparences, les tensions ukraïno-russes qui ont resurgi autour de la question du stationnement de la flotte de la mer Noire semblent, elles aussi, avoir perdu de leur intensité passée.

Au lendemain de la chute de l'Union soviétique, le sort de la flotte de la mer Noire et de sa principale base navale, Sébastopol, a donné lieu à de graves crises diplomatiques entre Kiev et Moscou. Les multiples pourparlers organisés entre 1992 et 1995 n'ont abouti à aucun

⁴ Cf. *Krymskie Izvestiâ*, 23 novembre 2007.

⁵ Depuis la fin des années 1990, la coopération dans le domaine culturel s'est notamment traduite par l'ouverture de nombreux centres culturels russes dans la péninsule ainsi que d'une annexe de l'Université Lomonossov de Moscou à Sébastopol. Au niveau économique, la Russie est le premier partenaire commercial de la Crimée et le premier investisseur étranger dans la péninsule. Cf. E. Armandon, « La Crimée : un territoire en voie d'« ukrainisation » ? » in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 37, n°4, décembre 2006, pp. 49-80. Les données du Comité statistique de la Crimée sont disponibles sur Internet : <http://sf.ukrstat.gov.ua>

⁶ Cf. *Krymskie Izvestiâ*, 2 et 18 septembre 2008.

⁷ Enquête réalisée en Crimée entre le 18 octobre et le 9 novembre 2008 auprès de 6 891 personnes. Cf. UCEPS, « Crimea: People, problems, prospects (Socio-political, inter-ethnic and inter-confessional relations in Crimea) » in *National Security and Defence*, n° 10 (104), 2008.

⁸ *RIA Novosti*, 30 août et 11 septembre 2008.

accord durable. Ce n'est que dans la seconde moitié des années 1990 que l'Ukraine et la Russie sont parvenues à un règlement négocié des contentieux qui n'avaient cessé d'envenimer leurs relations et qui, au moment de la disparition de l'URSS, avaient fait redouter l'éclatement d'un conflit armé. Signés en 1997 en même temps que le traité russo-ukrainien d'amitié, de coopération et de partenariat qui réaffirme la reconnaissance par la Russie des frontières ukrainiennes, les trois grands accords sur le partage de la flotte de la mer Noire prévoient, entre autres, la location par l'Ukraine du port militaire de Sébastopol à la Russie pour une durée de vingt ans. Les compromis élaborés n'ont toutefois pas mis un terme définitif aux controverses. Qu'il s'agisse du montant du loyer que Moscou verse à Kiev et que cette dernière souhaite réviser à la hausse ou encore de l'utilisation par la flotte russe des infrastructures portuaires et terrestres de Crimée (la volonté de la Russie de contrôler certains phares de la péninsule a ranimé les tensions entre les deux Etats en 2006), les crises et les incidents sont récurrents depuis le début des années 2000. Des efforts sont néanmoins déployés pour les faire diminuer. En témoigne la création en 2005 d'une commission intergouvernementale chargée de l'évaluation et de la résolution des problèmes liés au mouillage de la flotte russe en Crimée⁹. Celle-ci permet aux responsables des deux pays de se réunir régulièrement autour d'une même table et d'apaiser les frictions. Le dossier le plus épineux reste celui de l'avenir de la flotte russe à l'expiration du bail en 2017. Les dirigeants ukrainiens rappellent régulièrement que le stationnement de la flotte est temporaire, ce qui provoque toujours de vives réactions en Russie, Moscou souhaitant voir le bail prolongé. Si les hostilités russo-géorgiennes de l'été 2008 ont relancé les débats sur toutes ces questions, elles n'ont pas bloqué la poursuite du dialogue ukraïno-russe : la commission intergouvernementale s'est réunie fin septembre 2008 et, le 1^{er} octobre, le traité bilatéral signé en 1997 a été reconduit pour dix ans¹⁰. Le conflit russo-géorgien a aussi fait apparaître de nouvelles perspectives. Alors que les autorités russes avaient jusque-là toujours refusé une quelconque révision du montant du loyer de Sébastopol, elles ont

⁹ Cf. *Nezavisimaâ Gazeta*, 23 mai 2005.

¹⁰ *UNIAN*, 2 octobre 2008.

annoncé fin septembre 2008 que des « propositions avantageuses » pourraient être adressées à Kiev à ce sujet¹¹. Quant au retrait de la flotte en 2017, en dépit de la rhétorique officielle, il apparaît de plus en plus comme une possibilité. Parallèlement à la construction en territoire russe à Novorossisk d'une nouvelle base navale qui devrait être achevée aux alentours de 2012¹², une autre pourrait être aménagée à Ochamchira en Abkhazie. Les autorités russes ont déclaré, en novembre 2008 puis à nouveau en janvier 2009, être en pourparlers avec les dirigeants abkhazes à ce sujet¹³.

Un an après les événements de l'été 2008, le risque d'une déstabilisation de la Crimée semble donc à relativiser. Il ne peut toutefois être complètement écarté. La rapidité avec laquelle ont débuté les hostilités entre Tbilissi et Moscou et leur intensité doivent inciter à la prudence. La stabilité de la Crimée passe peut-être par un engagement plus prononcé de l'Union européenne dans la région. Le lancement en mai 2009 du Partenariat oriental avec six anciennes républiques soviétiques dont l'Ukraine constitue un premier pas. Ce nouveau cadre de coopération prévoit notamment la mise en place d'un Programme de développement régional. En Ukraine, la Crimée sera la première région à le mettre en œuvre¹⁴. Une initiative européenne qui sera sans doute mal acceptée par la Russie qui a déjà manifesté son hostilité à l'idée de voir des acteurs extra-régionaux interférer dans son « étranger proche » qu'elle considère comme sa zone d'influence naturelle.

Emmanuelle Amandon est diplômée de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et de Sciences Po où elle a soutenu en juin 2009 une thèse de doctorat en sciences politiques intitulée « La Crimée entre Russie et Ukraine : un conflit qui n'a pas eu lieu (1991-2008) ». Elle est, depuis l'automne 2008, directrice des études de la filière Hautes études internationales de l'INALCO.

¹¹ *RIA Novosti*, 23 septembre 2008.

¹² Cf. « Russia's new black sea base complete by 2012 » in *Moscow News*, n°27, 13 juillet 2007.

¹³ *RIA Novosti*, 13 et 21 novembre 2008, 16 janvier 2009.

¹⁴ V. Martyniuk (ed.), *EU's Eastern Partnership: Additional Possibilities for European Integration of Ukraine*, Kyiv, Ukrainian Center for Independent Political Research, 2009 (disponible sur www.ucipr.kiev.ua).